

LE JOUR, 1950
9 NOVEMBRE 1950

PETITE POLITIQUE ELECTORALE

Pour que les élections législatives d'avril prochain ou de mai aient le sens réconfortant qu'on espère, pour qu'elles annoncent un renouveau, il importe évidemment que l'atmosphère dans laquelle elles se dérouleront ne soit pas une atmosphère de suspicion et de mensonge.

Dès maintenant il faut faire place à la liberté, il faut à chaque occasion annoncer qu'elle sera à l'honneur.

Une suite de petits indices aperçus ici et là ne nous paraît pas très rassurante. Et nous nous rendons compte qu'il suffit encore de bien peu, de la moindre délation par exemple, pour qu'un petit fonctionnaire de l'Etat, sous l'uniforme ou sans uniforme, sans enquête et sans conseil de discipline, soit persécuté ou exécuté en vue des élections.

Ces mœurs sans honnêteté ne valent rien. Déjà, notre administration est notoirement en d'autres mains que celles des citoyens responsables. L'Etat a trop recours au camouflage pour que des institutions indépendantes s'y développent comme il convient à des hommes libres et à une nation digne de ce nom.

Il y a encore trop d'astuce dans la façon dont nous sommes gouvernés et administrés, de cette astuce un peu ottomane et un peu montagnarde qui se traduit à peu près toujours dans les petites choses comme dans les grandes par de savantes, obscures et puériles manœuvres. Savantes, dans la mesure où la ruse, le piège, la diversion ou simplement la force d'inertie en sont les caractéristiques principales. Puériles et dangereuses en ce sens qu'elles conservent à la cité politique au Liban cette allure chétive d'édilité de village.

Quant aux rancunes chez nous, elles continuent à ressembler à celles de la Corse. Peut-être vont-elles plus loin sauf l'usage assassin du revolver, cet instrument de réjouissances national.

Si déjà en novembre l'atmosphère s'alourdit, que sera-t-elle en février et en mars ? Vers quels travaux souterrains allons-nous ou n'allons-nous pas ?

Il n'est plus une nomination (si maigre ou discrète qu'elle soit) qui ne soit un signe ; plus une initiative sur le plan administratif qui ne soit une indication.

Ce que le Liban voudrait cependant cette fois **ce sont des élections qui viennent autant qu'il se peut de la volonté, de l'intelligence et du sentiment de chacun et non point de ces cuisines basses** où les consciences sont accommodées à des sauces diverses et les indépendances réduites à l'état de silence et de sommeil.

La défense véritable du Liban est dans l'exaltation des libertés. Toute offense qu'on fera ici aux droits de l'homme signifiera une atteinte à notre existence en tant que nation. C'est par là que nous tranchons sur quelques autres, qui en sont encore aux procédés antisociaux du vieux temps.

Nous appelons l'attention sur la période préparatoire où nous sommes et qui traînera de longs mois encore.

Notre espoir est que ceux qui gouvernent se feront un devoir de conscience impérieux de ne pas se prêter aux procédures malsaines, à ces tripotages qui font des élections un simulacre et de leur résultat une imposture.

Nous ne prétendons pas obtenir que les mœurs politiques de ce pays, réduites à ce qu'elles sont, soient complètement transformées en un jour. **Mais ceux qui ont l'honneur de gouverner aujourd'hui ont le devoir d'éviter à leurs concitoyens ce qu'eux-mêmes ont souffert.**

Dans les circonstances où nous sommes, si rien ne devait changer dans la machine politique, ce sont les fondements mêmes du pays qui seraient menacés.